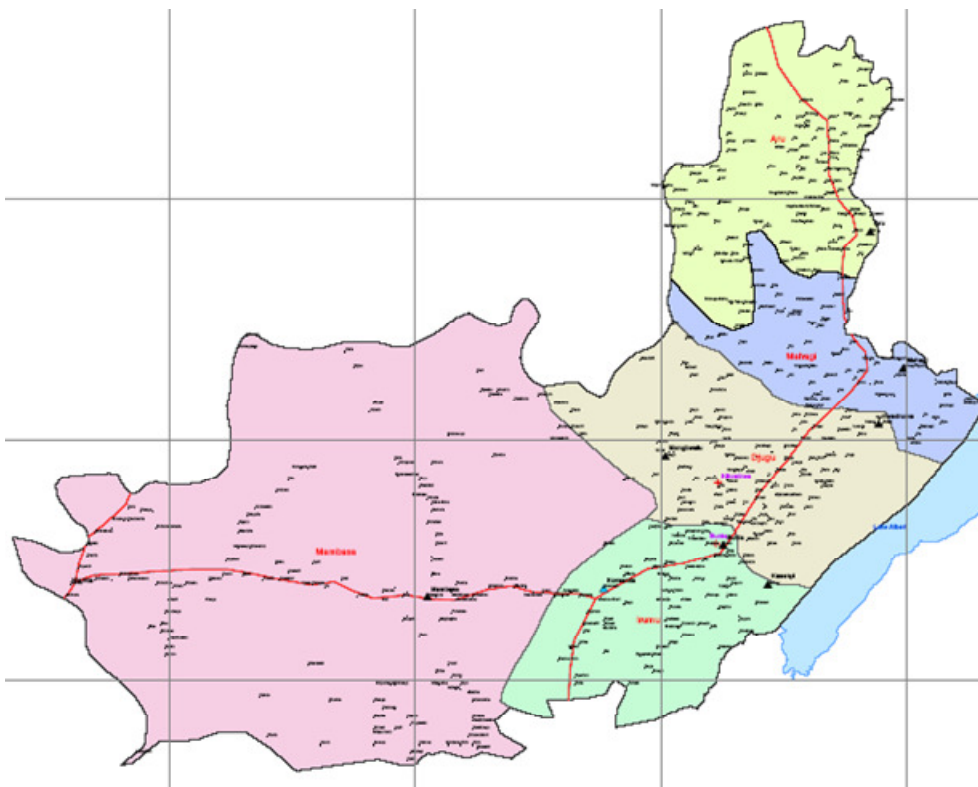




**IKV PAX
CHRISTI**

ANALYSE DE CONTEXTE DE L'ITURI

JANVIER 2009



Joost van Puijenbroek
vanpuijenbroek@ikvpaxchristi.nl

Content

Préface	3
1. Introduction.....	4
2. L'histoire du conflit.....	4
3. Situation de l'administration du district, de la justice et de la société civile.....	6
4. Situation sécuritaire	8
5. Situation de réconciliation.....	11
6. Situation foncière.....	12
7. Situation sur l'exploitation des ressources naturelles	13
8. Conclusion et perspectives.....	17
Bibliographie.....	19
Bibliographie.....	19

Préface

La présence d'IKV Pax Christi en Ituri date de la recherche sur la prolifération le trafic illicite des armes légères qui a été présenté lors de la conférence transfrontalière à Arua en février 2003 adressant la même problématique dans la zone frontalière de la RD Congo, Soudan et Ouganda.

Depuis un programme de pacification communautaire a démarré avec un réseau des ONG qui s'appelle maintenant le réseau Haki na Amani. Ce programme commençait déjà début 2004 avec une action de réconciliation entre les communautés. Ensuite le volet sécurité communautaire a été incorporé dans le programme. Le troisième phase concerne les aspects économiques de conflit, notamment les conflits foncier, l'exploitation forestière, l'exploitation aurifère et l'exploitation pétrolière.

Durant les années le réseau Haki na Amani a pu constituer un réseau de 130 Initiatives Locales de Paix (ILP) dans les territoires de Djugu et Irumu. Il y a 56 fédérations des Initiatives Locales de Sécurité Communautaire dans le territoire de Mahagi. Dans le territoire de Mambasa il y un comité de d'exploitation forestière par collectivité et dans le territoire d'Aru il y a une commission de sécurité aussi par collectivité. Aussi, plusieurs recherches ont été effectués, notamment sur la prolifération des armes légères, le DDR, l'exploitation forestière et actuellement sur les conflits fonciers.

Nous espérons que l'analyse de contexte contribue à un renforcement de toute action de paix et de réconciliation.

1. Introduction

L'Ituri est l'un des 5 districts de la Province Orientale. Le district a une superficie de 65658 km² et une population estimée à 4.250.00 habitants. Situé au Nord – Est de la RDC, l'Ituri partage une longue frontière avec deux pays voisins, l'Uganda et le Soudan. L'Ituri est composé de 5 territoires (Aru, Mahagi, Djugu, Irumu et Mambasa), 45 collectivités et 5 cités. La population d'Ituri est constituée de toutes les couches du peuplement africain (Bantous, Soudanais, Nilotiques et Pygmées). Il est occupé principalement par 10 groupes ethniques dont les majoritaires sont les Alur (27%), principalement concentrés à Mahagi, alors les Lendu (24 %) et les Hema (18 %) dans les territoires d'Irumu et Djugu et les Lugbara (12%) dans le territoire d'Aru. La densité de la population est très élevée à Mahagi (281 personnes par km² en moyenne) suivi par Djugu qui atteint une moyenne de 180 par km². La densité est moins élevée à Irumu à cause du pastoralisme. Mambasa est le territoire le moins peuplé avec une densité moyenne de 6 hab./km²). Ce territoire est principalement constitué de la forêt tropicale. Les principaux groupes sont les Babila, les Balese mais surtout les Bambuti (Pygmées) qui représentent 30% de la population. Ces dernières années, le territoire connaît une forte migration des populations Nandé du Nord Kivu.

L'organisation politique de ces groupes diffère profondément et ces différences expliquent en partie l'histoire du conflit qui a eu lieu. Les Lendu ont une société segmentaire ou le niveau d'organisation le plus élevé est le lignage Il s'agit des agriculteurs avec un mode de production traditionnelle. Les Alur ont un système pyramidal ou le pouvoir est principalement au niveau du chef local mais qui est allié à un chef ou roi dans un niveau plus élevé. Les Hema ont un système hiérarchique ou tout pouvoir appartient à l'autorité centrale. Cela a rendu les Hema très capables d'organiser une armée, contrairement à la société segmentée des Lendu où il n'existait pas un pouvoir central et qui était caractérisée par des conflits internes éternels entre les différents sous-groupes.

Ces différences de l'organisation sociale entre les Hema et les Lendu sont à la base de la relation déséquilibrée entre eux. Le déséquilibre a été renforcé par les différences de mode de production (agriculture – élevage), le changement des valeurs et la relation avec le pouvoir colonial. En termes généraux, la relation Hema – Lendu a été toujours d'une nature clientéliste. Cela a conduit en un sentiment profond des complexes de supériorité et d'infériorité respectivement qui, à leur tour, sont devenus des causes de violence cyclique d'approximativement tous les 10 ans.

L'Ituri est une région qui renferme d'énormes potentialités économiques : agriculture, élevage, bois, minerais et pétrole. L'exploitation de ces ressources attise plusieurs convoitises internes et externes.

2. L'histoire du conflit

Même si les sources historiques sont extrêmement rares, il est généralement assumé que les Lendu se sont installés en Ituri dans le courant du 16^{ème} siècle et les Hema sont arrivés dans le courant du 18^{ème} siècle, venant de ce qu'est maintenant l'Uganda. Comme les communautés étaient respectivement des cultivateurs et des éleveurs, les conflits de terres

étaient fréquents depuis le début. La position dominante qui a été là toujours devenait oppressive du moment qu'un certain nombre des chefs Hema pouvait obtenir des armes par leur contact avec les Arabes. Beaucoup de conflits s'en suivaient. C'était la politique Hema d'occuper et de contrôler entièrement la population Lendu ; et les clans Lendu étaient déterminés de se révolter contre cette approche. Le nouveau pouvoir colonial dépendait entièrement des chefs Hema pour l'administration de la région. Cette position de domination a continué après l'indépendance quand le régime de Mobutu a nommé des Hema dans tous les postes importants.¹

Plusieurs batailles ont lieu, notamment l'assassinat du chef Hema Bomera en 1911 et les batailles de 1923, 1966 et 1993. La plus grande bataille a eu lieu depuis 1998. De toutes les crises qui ont eu lieu, celle là a été la plus dure en termes de perte en vies humaines et des biens. Dans le passé, les affrontements étaient vite matés par le pouvoir coutumier ainsi que l'administration. Il n'est alors pas étonnant que ce dernier conflit a eu lieu dans une période où l'Etat était quasi inexistant et que beaucoup de chefs avaient fui.

Le dernier conflit qui a démarré en 1999, a vite pris des allures nouvelles jamais vues par le passé. Il s'agit de :

- l'approvisionnement des communautés en armes légères et de petits calibres.
- la création des milices recrutant les jeunes des communautés pour la défense de la communauté (UPC, FAPC, FNI, FRPI, FPDC, APC, PUSIC).
- la généralisation du conflit qui a dépassé le cadre du conflit interethnique pour prendre des allures politiques, économiques et autres. Cette généralisation a dépassé aussi les limites des territoires d'Irumu et de Djugu pour toucher l'ensemble de l'Ituri.

Si le problème foncier a été l'élément qui a déclenché les violences, les autres aspects ci – après ont contribué à la généralisation du conflit :

- l'absence de l'Etat ; l'Ituri était administré par une rébellion qui était à tout moment miné par des crises internes.
- la manipulation des communautés par l'élite politique, intellectuelle, économique, etc.
- l'implication dans le conflit des pays voisins, comme l'Uganda, le Rwanda, et autres.
- les conflits dans les églises locales ayant contribué à séparer les différentes communautés.

Les conséquences de ce conflit ont été catastrophiques pour l'Ituri:

- les pertes énormes en vies humaines à cause des massacres, et des tueries massives de la population (plus 50.000 personnes ont perdu la vie)
- la destruction quasi – totale, du tissu socio – économique; plusieurs villages incendiés, destruction des églises, des écoles, de centres de santé, plantation et fermes, etc.; surtout dans les territoires de Djugu et Irumu.
- le déplacement massif de la population fuyant les affrontements dans leurs villages, à la recherche d'une zone sécurisée; rendant cette population vulnérable.
- la fracture sociale, la population était divisée selon les éléments identitaires.

Le conflit a pris fin par la mise en place d'une Administration Spéciale Intérimaire pour gouverner l'Ituri et par le déploiement de la Force Artémis pour protéger les populations et stabiliser la situation.

¹ Human Rights Watch, Ituri couvert de sang ; juillet 2003, page 19

Pour conclure le conflit en Ituri est un ancien conflit déjà manifeste depuis le début du vingtième siècle. Il est constitué sur une base de complexe de supériorité et d'infériorité entre les deux groupes Hema et Lendu. Ce complexe est renforcé par différents éléments culturels (mode production, valeurs traditionnelles, etc.) et par des intervenants externes (période coloniale et l'intervention Ougandaise et Rwandaise). Le conflit a comme base économique la pression démographique dans les territoires d'Irumu, Djugu et Mahagi, exacerbé par les différentes modes de production.

La diversité des richesses du sol et du sous-sol de l'Ituri alimente également les convoitises internes et externes et constitue aussi une des bases du conflit.

3. Situation de l'administration du district, de la justice et de la société civile

L'administration locale

L'administration comme tel nous le connaissons normalement était inexistante avant mi 2003. Après l'administration spéciale intérimaire la première Commissaire de District a été nommée. Après, les Administrateurs de Territoire ont été mis en place à Mahagi, Aru et Mambasa et un peu plus tard aussi à Irumu et Djugu. En Octobre 2007, la Commissaire de District Mme Vaweka a été démissionné et durant une demi année il n'a pas eu de Commissaire de district. Ensuite, un nouveau a été nommé mais qui a été remplacé en Novembre 2008 suite à la politique nationale de nommer partout des commissaires de districts et administrateurs de territoires non originaires de la région concerné.

En général l'administration locale reste très fragile. Nous notons que la chaîne de l'administration est à peine fonctionnelle et souvent l'administration donne une image d'atomisation. Aussi, le personnel administratif est pléthorique, âgé et mal formé². Le Gouverneur de Province Orientale est critiqué partout pour des nominations privilégiant l'appartenance ethnique et l'affiliation politique plutôt que la compétence.³

Cette image s'applique pour l'administration du district, la situation des territoires est nettement pire. L'administration du territoire de Djugu s'est réinstallée durant 2008 seulement et celle d'Irumu un peu avant en 2007. Leur personnel est très réduit en nombre, en fait il ne s'agit que de quelques agents qui sont à leur poste. Rarement des réunions ont lieu entre l'Administrateur du Territoire avec ses chefs de collectivités et ces derniers avec leurs chefs de groupements. L'itinérance territoriale n'existe quasiment plus. D'où l'administration locale n'a plus la de capacité de répondre aux besoins de la population.

Le cas d'Aru est particulier par rapport aux autres. L'administration locale ainsi que la police et l'armée est constitué des éléments de l'ancien groupe rebelle qui occupait le territoire, le FAPC. Le FAPC n'a jamais été brassé ayant signé un accord avec le gouvernement de Kinshasa au tout début du processus de la paix, avant que tout programme de DDR fût mis en place. L'ancien Administrateur de Territoire était l'ancien vice-président du mouvement.

² ICG: "Congo: quatre priorités pour une paix durable en Ituri" 13 Mai 2008, page 8

³ Ibid

Les anciens commandants FAPC dominent dans tous les niveaux de l'administration, de l'armée, de la police et de la douane. Le milieu économique est fortement lié à eux. Aussi, la monnaie à Aru est le shilling Ougandais. En fait, avec la persistance du réseau FAPC, le réseau et l'influence d'Ouganda restent entièrement intacts.

Concernant Mahagi, il s'agit d'un territoire homogène, à quasi 100% Alur. Cela donne une paix relative, les conflits fonciers sont partout mais sans un réflexe ethnique comme ailleurs. À Mahagi, la moitié des chefs de secteurs ne sont pas reconnus par l'administration laissant un vide dans l'administration publique. En général, il y a une méfiance énorme vis à vis de l'administration locale de la part de la population. Cette dernière a une forte préférence d'arranger les choses par voie coutumière et de ne pas se référer à l'administration publique.

S'agissant de Mambasa, il faut relever un enclavement extrême et des capacités de l'administration locale extrêmement faibles. Mambasa est caractérisé par la convoitise de ses forêts qui font l'objet d'une exploitation anarchique et en dehors de toute procédure légale. L'administration locale a été toujours impliquée dans cette anarchie. Depuis une dizaine d'années, le territoire connaît une forte migration des populations Nandé en provenance du Nord – Kivu voisin. Ces migrants Nandé contrôlent actuellement tous les circuits économiques : foncier, forestier et minier.

La justice

Ituri dispose maintenant d'un Tribunal de Grande Instance et un Parquet près ce tribunal au chef lieu du district à Bunia. Des tribunaux de paix sont opérationnels dans 4 territoires du district (Aru, Mahagi, Djugu et Irumu) et le TriPaix de Mambasa est prévu pour 2009⁴. A côté de ces juridictions civiles, il existe des juridictions militaires : un auditorat militaire de garnison à Bunia ainsi qu'un parquet secondaire de l'auditorat à Aru.

Malgré cet effort, il existe beaucoup de tensions entre la justice coutumière et la justice moderne. Généralement, la population préfère que les conflits fonciers soient traités par les tribunaux coutumiers au lieu des TriPaix. Selon les dispositions légales congolaises, les tribunaux coutumiers ne sont plus permis dès l'installation d'un Tribunal de Paix. Les jugements de ces TriPaix sont souvent critiqués et contestés par la population. Bien plus, les populations déplorent la corruption et le trafic d'influence dans l'administration de la justice en même temps que des mauvaises conditions carcérales.

Il est estimé que l'effectif de la police gravite autour de 1000 éléments⁵. La plupart d'entr'eux ne sont pas immatriculés. Les mêmes observations relevées au sujet de l'administration locale sont également valables pour la police. Les policiers viennent de plusieurs composantes, sont de formation différente et souvent peu performants et âgés.

La société civile

La société civile est très faible en Ituri. En général, la cause de cette faiblesse se situe dans le conflit entre les différentes communautés. Les ONG locales sont en majorité perçues comme les protagonistes/alliées d'une communauté ou d'une autre. Elle est encore à la

⁴ Source: projet Rejusco

⁵ Plusieurs enquête de notre part arrive à un total de 800 à 850. Rejusco estime que le total est vers le 1200 dont la majorité n'est pas immatriculé.

recherche d'une stabilité et d'un repère fédérateur. La société civile est fractionnée selon les divisions ethniques.

Les églises prennent une position particulière. Elles ont été fortement impliquées dans la dernière guerre. L'implication des églises (catholique et protestante) dans la guerre ethnique les a fortement fragilisées. Et de ce fait, elles ont perdu beaucoup de biens et surtout de crédibilité dans la société. Jusqu'à ce jour, elles n'ont pas encore pu reprendre leur position d'autorité morale.

4. Situation sécuritaire

La guerre en Ituri a fait émerger plusieurs groupes armés d'origine ethnique, notamment UPC, FAPC, FNI, FRPI, FPDC, APC, et PUSIC. Ces groupes ont connu plusieurs mutations pendant la période de la transition en se transformant en partis politiques. Certains autres ont été mis en veilleuse par l'arrestation de leurs principaux leaders. La majorité de l'effectif de ces groupes armés a participé aux différentes phases de DDR qui ont eu lieu ⁶.

Au cours de l'année 2007, trois groupes armés résiduels restaient actifs. Il s'agit du Mouvement Révolutionnaire Congolais (MRC) de Mathieu Ngudjolo, du Front des Nationalistes Intégrationnistes (FNI) de Peter Karim et du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri de Cobra Matata. Le MRC était constitué de différentes anciennes milices aussi bien Hema que Lendu. Le FNI était une ancienne milice Lendu mais fort fragmentée. Le FRPI est un groupe d'origine N'giti et surtout résidant en Irumu. Ces groupes ont été à la base de plusieurs actes de violence. A la suite de l'exécution de la phase 3 du DDR, les leaders de ces mouvements ont été réintégrés dans les FARDC et transférés à Kinshasa pour poursuivre leur intégration dans l'armée nationale avec certains officiers de leurs groupes.

Avec la fin de la troisième phase DDR, la problématique des milices résiduelles n'était pas encore éradiquée. Il restait une vaste partie du FRPI dont la base se trouve dans la zone de Walendu Bindi ainsi que des éléments de l'ancien FNI. Surtout le FRPI continuait durant 2007 et 2008 à perturber la situation sécuritaire qui pour la reste était de plus en plus bonne. En Août 2008 le nombre des réfugiés était diminué jusqu'à 30.000 habitants⁷.

Depuis septembre 2008, donc après la reprise des hostilités au Nord Kivu, des nouveaux groupes armés ont vu le jour en Ituri. Cela a gravement changé la situation de paix relative qu'Ituri connaissait depuis quelques années. Il s'agit de : FPJC (Force Populaire pour la Justice au Congo) et URC (Union pour la Révolution Congolaise). Le nombre des déplacés internes en Ituri a de nouveau augmenté allant jusqu'à un total de 130.000 en Novembre 2008 ⁸. La FPJC est arrivée, pas étonnant, tout de suite après la reprise des hostilités au Nord Kivu. Le groupe est constitué principalement des anciens FRPI, soit des N'giti, mais pas exclusivement. Il y a aussi des anciens FNI (Lendu), anciens APC (Nande), anciens UPC ou PUSIC (Hema) ainsi que des éléments du CNDP et de l'ADF NALU. Le leader est

⁶ Voir aussi le rapport "Processus DDR en Ituri, succès, faiblesses et perspectives" ; IKV Pax Christi, Juin 2008

⁷ Source : interview OCHA

⁸ Ibid

un certain Sherrif Mandu et le commandant un certain David Mbadhu. La FPJC a sa base surtout dans la collectivité de Walendu Bindi en territoire d'Irumu mais a été également active dans la zone de Boga (collectivité de Bahema Boga) ainsi que celle de Nyankunde (collectivité d'Andisoma) et de Bogoro (collectivité de Bahema Sud). Au début (période d'Octobre et Novembre), ce mouvement avait beaucoup de succès et était capable de gagner un terrain considérable au détriment des FARDC. Tout dernièrement, la FPJC a été repoussée jusqu'à la zone de Nyankunde où ses éléments se cachent autour de montagne Hoyo.

Il n'y a pas un plan politique ou une idéologie claire de la part de la FPJC, sauf peut être l'autonomie de l'Ituri⁹. Seule chose que nous pouvons tirer de leurs mouvements est qu'ils sont à la recherche des pillages des ressources naturelles, plutôt que les tracasseries ou pillages de la population. Dans certains de leurs messages, ils parlent de la libération de tous les prisonniers mais tout cela paraît être un discours vide.

L'URC exploite dans ses déclarations les plaintes générales concernant le pays et concernant Ituri en particulier. Pour une bonne partie, les déclarations de ses dirigeants sont inspirées voir même basées sur les déclarations du CNDP. Pluriethnique, l'URC semble être plutôt des anciens UPC.

L'URC se trouve à Djugu, pas loin de Kpandroma et de Fataki, plutôt qu'à Irumu. Ils sont près de Potopol entre Nzuha et Tsey. Selon plusieurs sources, ses responsables ont tenté de recruter des combattants avec un paiement de 150\$ mais ils n'ont pas réussi en grand nombre.

Il est estimé par plusieurs interlocuteurs que les deux mouvements ont un objectif commun soit l'autonomie de l'Ituri. Il y en a qui disent que l'URC est le bras politique et la FPJC le bras militaire d'un même mouvement. Il est vrai que généralement, lors de notre visite de Novembre 2008, nous avons senti une reprise du discours « Ituri pour les Ituriens » parmi certains. Il est également vrai que la grande partie des ressources de la province orientale vient d'Ituri. Il est aussi vrai que l'intérêt que porte la Présidence de la République à l'Ituri semble être faible¹⁰. Malgré cela, la théorie que ces deux mouvements peuvent se rejoindre ne paraît pas réaliste vu les clivages ethniques qui existent depuis plus de cent ans en Ituri et qui se reflètent dans leur composition, la FPJC étant pas exclusivement mais majoritairement N'giti et l'URC étant pas exclusivement mais majoritairement Hema. Les deux groupes peuvent se réunir en vue d'un ennemi commun, mais du moment qu'une bataille serait gagnée, ils seront divisés entre eux.

Les deux mouvements ont vu le jour lors de la reprise des hostilités au Nord Kivu. Facilement, cela donne l'impression que Laurent Nkunda serait le grand régisseur ayant besoin d'un chaos maximal dans les autres provinces de l'est. Plusieurs sources ont confirmé qu'il a eu contact entre le CNDP et la FPJC et que le CNDP a approvisionné parfois

⁹ Il y a toujours une tendance politique d'autonomie ou d'indépendance d'Ituri. Le rapport 'Living with fear' indique un pourcentage de 13,2% des répondants souhaitant l'indépendance (Human Rights Centre, Payson center for international development, Int. Centre for Transitional Justice: Living with Fear, a population based survey on attitudes about Peace, justice and Social Reconstruction in eastern Democratic Republic of Congo; August 2008, page 39)

¹⁰ Président Kabila n'a été qu'un seul fois à Bunia et c'était durant les élections. Après son élection comme président il n'est plus venu.

la FPJC en armes. Toutes les sources ont confirmé également que la FPJC est indépendante et ne veut pas être instrumentalisée par le CNDP. Considérant que la FPJC a ses racines dans le FRPI et donc, vu la configuration ethnique des deux mouvements FRPI et CNDP, il n'est pas exagéré d'adopter cette hypothèse et conclure qu'il est très peu probable que la FPJC soit dirigé par le CNDP. Les contacts oui, mais pas une direction. Malgré cela, la présence de Bosco Ntaganda a été confirmée à Djugu, Djugu étant plutôt son territoire qu'Irumu. Il s'est adressé à la population près de Fataki en demandant des fils pour la nouvelle rébellion mais il n'a pas réussi. Les chefs ont répondu de ne plus vouloir la guerre.

Reste la question de l'Ouganda. Cette question est la plus complexe. C'est sûr que Sherrif Mandu a résidé longtemps en Ouganda et qu'il continue à y passer très régulièrement. Il a été également signalé à Nebbi en Ouganda en face de Mahagi, ainsi qu'à Arua, également en Ouganda et en face d'Aru. En septembre, il y aurait eu une rencontre des ex combattants à Nebbi, il semble ayant comme objectif une prise de Mahagi.

L'Ouganda peut aussi avoir des intérêts dans le dossier pétrolier. Un chaos maximal lui permettrait de continuer l'exploitation dans son côté sans devoir craindre une exploitation congolaise.

Plusieurs sources parlent de l'existence des camps d'entraînement des miliciens Congolais en Ouganda (proche de Nebbi, à Bondo entre Nebbi et Arua, autour de Koboko nord d'Arua). Suite à cette crainte, l'administration Congolaise a pris l'initiative d'un rencontre avec les autorités Ougandaises. Ce rencontre a eu lieu le 31 Octobre 2008. La délégation Ougandaise a rejeté les accusations mais a promu d'en faire des enquêtes. Des observateurs dans le terrain confirment que le calme est revenu après ce rencontre. En plus de tout cela, il y a beaucoup de rumeur, aussi des sources internationales, que l'Ouganda est derrière l'approvisionnement en armes et munitions de la FPJC.

Il est sûr que les officiers des anciens groupes armés Ituriens ont pu résider calmement en Ouganda sans problème aucun durant les dernières années. Il est également sûr que le discours Ougandais concernant l'exploitation pétrolière devient de plus en plus dur. Il est également sûr que le réseau économique, politique et militaire de la période de FAPC au territoire d'Aru reste entièrement intact.

On doit reconnaître que les FARDC, avec l'appui de la MONUC, ont pu repousser pour une bonne partie les groupes armés. La police est présente quasi partout en Ituri. La population est certainement reconnaissante pour cet effort. Malgré cela, lors des barzas communautaires qui ont eu lieu quasi partout, les plaintes sur ces services de sécurité ne sont pas les moindres. On peut relever notamment¹¹:

- travaux forcés à la population et recouvrement des collectes par les éléments des FARDC ;
- tracasseries : barrières de collectes; arrestations arbitraires, fouilles corporelles, transport des effets militaires et tortures ;
- destruction et pillages des champs et des biens de la population;
- viols et mariages forcés des femmes et filles;
- perception des amendes et taxes illégales;
- destruction des infrastructures par les FARDC (detollage des églises, des centres de santé, etc) ;

¹¹ Cette liste est base sur les barza communautaire organisé par le réseau Haki na Amani au territoire de Djugu et Irumu lors de 2007 et 2008.

- non respect des autorités locales par les FARDC et leur implication dans les affaires civiles.
- vols à mains armés;

Le programme DDR a pris fin par la troisième phase fin 2007. La prolifération des armes légères dans les communautés n'a jamais été prise en compte. Lors de l'étude sur le DDR en Ituri, la quantité d'armes légères restant était estimée autour de 50 à 60.000 dont la moitié se trouvait à Djugu, un tiers à Irumu et le reste surtout à Mahagi¹². Les caches d'armes continuent à exister et la facile reprise des groupes armés dans des endroits qui ont été toujours dans l'histoire d'Ituri des endroits dits difficiles donne la preuve de l'existence de ces caches d'armes. A part des actions du Réseau Haki na Amani avec son volet d'action sécurité communautaire, aucune stratégie n'existe concernant la sécurité dans les communautés et le désarmement des communautés. Pour une sécurité durable, il est primordial que cette question soit adressée.

5. Situation de réconciliation

Beaucoup d'efforts ont été initiés dans le domaine de réconciliation, surtout durant l'année 2004 et 2005. Nous devons reconnaître qu'une pacification générale dans le district a été obtenue jusqu'en septembre 2008 et une entente entre les différents communautés. Les écoles, marchés etc. peuvent être visités par chacun des communautés sans problèmes particuliers. Cependant, il s'avère nécessaire de reconnaître que la réconciliation en tant que telle reste très superficielle. Les conflits fonciers refont surface partout dans tous les cinq territoires provoque toujours les mêmes réflexes identitaires. Il se remarque souvent aussi qu'il manque une histoire commune partagée par les Ituriens. Chaque communauté a son histoire à elle et n'assume pas profondément ce qui s'est passé. Par conséquent, les images de diabolisation restent vivantes et les traumatismes et frustrations concernant les pertes des membres de familles et/ou des biens restent aussi vivants. Il n'est pas étonnant qu'avec le moindre incident, les anciens réflexes sont prédominants¹³. Dans ce domaine, le point positif est que chaque communauté reconnaît qu'il n'y a aucun vainqueur. Chaque communauté reconnaît que chacun a perdu et que la guerre n'a rien apporté. Mais qui a perdu le plus. Évidemment, celui qui avait plus que l'autre a perdu aussi plus. Il s'agit alors de la communauté Hema qui a perdu ses fermes, ses grands bétails et autres biens. Cela semble être une des raisons mentionnées pour la naissance des deux nouveaux groupes armés.

¹² Processus DDR en Ituri, succès, faiblesses et perspectives, IKV Pax Christi et Réseau Haki na Amani, Juin 2008 ; page 36

¹³ Lors d'une évaluation du programme Haki na Amani un des interlocuteurs des évaluateurs disait que en Ituri, si un de mes poules piquent un grain chez mon voisins, tout suite il y a un conflit entre moi et mon voisin qui, si le conflit n'est pas bien maîtrisé, risque devenir un conflit entre nos deux villages et nos deux communautés.

L'image d'une société enfermée sur elle-même sans une histoire commune est confirmée par le rapport 'Living with fear'¹⁴. Des questionnés, 73% affirment n'avoir aucun problème pour visiter le marché le plus proche, mais uniquement 39% osent parler du conflit ouvertement.

Le même rapport indique que 28.6% des répondants préfèrent un commission Vérité, 39.2% préfèrent que la population s'exprime librement et 65% préfèrent des enquêtes judiciaires¹⁵ mais 40% ont peur de s'exprimer publiquement¹⁶.

6. Situation foncière

La région de l'Ituri est minée depuis quelques années par la recrudescence des conflits fonciers¹⁷. Ces derniers sont connus sous les formes suivantes :

- la remise en cause des limites entre les différentes entités (collectivités, groupements et localités) après les années de guerre ;
- la remise en cause de la présence des enclaves ;
- la migration massive des sujets d'une collectivité dans une localité d'une collectivité voisine avec le refus de se soumettre aux autorités de cette collectivité ;
- la remise en cause et l'envahissement des concessions par la population ;
- la remise en cause et l'envahissement par la population des pâturages collectifs octroyés aux éleveurs par l'entremise du Projet BPI ;
- le refus aux éleveurs de retourner avec les bêtes dans les collectivités où ils habitaient avant le déclenchement des violences intercommunautaires.

Plusieurs causes justifient les problèmes fonciers émergents actuellement, notamment la pression démographique. La densité démographique est estimée par exemple à Djugu à une moyenne de 180 habitants par km² mais pas répartie d'une façon égale dans l'ensemble du territoire. À Mahagi, c'est encore pire avec en moyenne 281 habitants par km² mais il y a des zones rurales où la densité est estimée à plus de 500 habitants par km². Les conflits fonciers sont renforcés par les réflexes identitaires : la méfiance entre les communautés (orgueil, haine, jalousie, peur, hypocrisie, mensonge, etc.), le complexe de supériorité ou infériorité, la manipulation des communautés par l'élite politique et les chefs locaux, les changements de la forme de la guerre comme l'empoisonnement, des assassinats, etc.

Le rapport 'living with fear' donne les catégories suivants des conflits fonciers¹⁸:

¹⁴ Human Rights Centre, Payson center for international development, Int. Centre for Transitional justice: Living with Fear, a population based survey on attitudes about Peace, justice and Social Reconstruction in eastern Democratic Republic of Congo; August 2008

¹⁵ Ibid, page 49

¹⁶ Ibid, page 50

¹⁷ Ibid, page 28 : en Ituri 60% de la population voit les conflits fonciers comme cause principal du conflit.

¹⁸ Ibid, page 31

- conflits avec voisin 56%
- conflit avec propriétaire 32%
- terres vendues sans permission 15,5%
- conflit avec municipalité 12,6%
- parcelle inaccessible due au conflit 8,7%
- conflits avec retournés 8,7%
- parcelle utilisée d'une façon illégale 9,7%

Les conflits fonciers demandent une administration locale forte mais malheureusement l'Etat reste très faible comme signalé plus haut. En dehors de Mambasa, les Tribunaux de Paix ont été installés dans chaque territoire. Malheureusement, l'action et les jugements de ces TriPaix provoquent beaucoup de tensions parmi la population qui préfère le droit coutumier. Les conflits fonciers à Ariwara qui ont abouti à plus de 100 maisons incendiées et plus de cents personnes mises en prison ont comme base entre autre un jugement contradictoire des tribunaux coutumiers et du TriPaix, la population accusant le TriPaix et la justice en général de corruption et préférant les tribunaux coutumiers.

Ces problèmes fonciers entraînent des conséquences qui perturbent la cohésion sociale dans la région, attisent les images et les perceptions des uns vis-à-vis des autres. On peut relever quelques conséquences majeures :

- le blocage au retour des populations déplacées ;
- les tensions intercommunautaires liées à l'exploitation des boisements, des champs et autres biens des déplacés par les populations présentes sur le terrain et à l'impossibilité pour les déplacés de rentrer dans leurs droits malgré le retour à la paix ;
- la présence des caches d'armes par les communautés pour se protéger au cas où les tensions basculent en violences ;
- le soutien tacite des communautés à leurs milices pour les protéger en cas d'une reprise des violences ;
- le maintien d'une certaine insécurité permanente liée à la présence des poches résiduelles des milices et à la circulation des armes dans les communautés.

Dans le contexte actuel, les problèmes fonciers, constituent la tête de l'iceberg qui cache bien des problèmes sensibles et complexes à la base. Ce n'est pas pour rien que le début de la guerre de 1999 était un conflit foncier.

7. Situation sur l'exploitation des ressources naturelles

Les principales richesses d'Ituri sont l'or, le bois et le pétrole. A côté de ces trois principales richesses il y a des diamants, du coltan, de la cassitérite et d'autres. L'or est également trouvé dans le district voisin du Haut Uélé dans les territoires de Faradje et Watsa¹⁹ mais cet or est commercialisé par voie d'Ituri.

La société civile s'est organisée dans la Cadre de Concertation (CdC en sigle) sur les Industries Extractives. Ce cadre réunit les acteurs clés de la société civile comme la SOCIT²⁰, les églises et autres ONG ainsi que des associations des creuseurs et orpailleurs.

¹⁹ La concession de Watsa a été amodié à l'entreprise Moto Mines comme toute la zone d'Isiro

²⁰ Société Civile d'Ituri

L'exploitation aurifère

Dans les territoires d'Irumu et de Djugu il s'agit surtout de la concession 40 d'une envergure actuelle portée à plus 8000 km² appartenant à l'entreprise d'Etat Okimo²¹ et amodiée à l'entreprise Ashanti Goldfields Kilo (AGK en sigle). La concession est mise en exploitation en joint venture entre AGK (86,22%) et OKIMO (13,78%) et AGK a un droit de 25 ans débuté en 1991. Actuellement, l'entreprise est toujours en phase d'exploration sur une superficie de 2.22 km². Depuis début 2008, tous les contrats miniers sont sous révision par une commission étatique. A l'heure actuelle, le résultat de cette révision en ce qui concerne AGK n'est pas encore connu²². AGK sera, dès le lancement de l'exploitation, de loin la plus grande entreprise de l'Ituri. Une des raisons qui a joué dans les causes de la guerre était le fait que l'entreprise minière avait une large majorité des Hema parmi les cadres supérieurs. Il sera très important pour AGK de traiter avec beaucoup de maturité la question des cadres futurs pour l'entreprise afin d'éviter un conflit ethnique à ce sujet.

Au territoire de Mahagi, il s'agit de Mwanafrica qui a pris la concession de l'ancienne mine Zani-Kodo. Il s'agit également d'une concession d'OKIMO amodiée à Mwanafrica et exploitée en joint venture entre ces deux compagnies avec une superficie de 1.610 km² sur un total 3.239 km²²³.

Au territoire de Mambasa, trois compagnies aurifères sont actives. Il s'agit de Kilo Gold qui dispose d'une concession d'au total 14.000 km² dont la plus grande partie concerne la zone d'Isiro dans le Haut Uélé et la deuxième partie concerne la zone de Beni dans le Nord Kivu. Uniquement une modeste concession se trouve dans le territoire de Mambasa. Autre entreprise est l'entreprise Russe appelé COMET active proche de la rivière Ituri (près de Teturi). L'entreprise SOMIBA²⁴ vient de commencer avec quelques activités initiales après le processus de renouvellement de ses titres d'exploitation auprès des autorités. Mais déjà, quelques conflits de limite l'opposent à COMET. Toutes ces compagnies sont encore en phase exploratoire. Nous avons l'impression que AGK qui est active déjà depuis 2004 est la plus avancée dans cette phase exploratoire. Selon les prévisions, le début de la phase exploitation est fixé en 2010. Mwanafrica suivra à peu près deux ans après.

Les concessions en leur possession sont caractérisées par une exploitation artisanale très prononcée. Déjà dans la concession 40 (zone d'AGK et la plus vaste concession), le nombre des exploitants artisanaux est estimé à 200.000 personnes. Le nombre dans d'autres concessions n'est pas connu mais est considérable également. Cela pose un grand problème social dès que l'exploitation industrielle commence. Nous devons également reconnaître que beaucoup des ces exploitants artisanaux sont des ex-combattants qui ont participé à la guerre civil qui a eu lieu en Ituri. Le réseau de commercialisation de l'or trouvé n'est toujours pas réglé et en fait est une continuation du réseau durant la guerre. De ce point de vu il est important à noter que un moyenne de 30 kilo de l'or est exporté de la ville

²¹ Office des Mines d'Or de Kilo Moto

²² www.anglogold.com

²³ www.mwanaafrica.com

²⁴ Une société minière congolaise

d'Ariwara (territoire d'Aru) à Ouganda. Ouganda, n'ayant pas des mines d'or lui-même, exporte néanmoins à peu près 10 tonnes de l'or par an.

L'entreprise d'Etat OKIMO devrait régler la question de l'exploitation artisanale. Le loi est claire en cette matière en ce que les exploitants doivent payer annuellement leurs cartes de creuseurs ou de négociants en s'engageant à vendre leur produit à un comptoir agréé. Malheureusement, il n'y a pas un seul comptoir et les différentes carrières d'or subissent des contrôles de la part de n'importe qui. Déjà, une territoire délaissé comme Mambasa compte environ 75 puits d'or alors qu'il se positionne comme une des moindres zone d'intérêt minière.

Il est aussi important de noter que les entreprises jusqu'aujourd'hui se cachent derrière la phase d'exploration pour ne pas prendre une responsabilité sociale. L'entreprise AGK qui a un bilan énorme n'a guère financé des projets sociaux pour une valeur de quelques cents mille dollars US. Il en va de même pour Mwana-africa dont les subsides sociaux pour les populations locales autour ne dépassent pas les 100.000 \$ US. Cette quasi-absence sur le plan social est une source d'instabilité dans les localités où ces entreprises sont actives.

Il n'est pas encore connu l'effet de la crise économique mondiale ainsi que la chute des prix des matières premières sur la capacité des ces compagnies minières de recevoir les crédits nécessaires pour commencer les phases d'exploitation, mais il est attendu que l'exploitation industrielle va être retardée. Il n'est non plus pas encore connu le résultat de la commission de révisitation des contrats miniers.

L'exploitation du bois

Une étude menée par IKV Pax Christi, en partenariat avec la CPJP Mambasa au cours de l'année 2007, a démontré que l'exploitation du bois est généralisée dans le territoire de Mambasa et une véritable ruée est observée vers ce secteur d'activités. Les données de cette étude ont indiqué que l'espace total couvert par les concessions des exploitants forestiers serait estimé à plus de 75.202 ha.

A la lumière des données récoltées en rapport avec les titres d'exploitation, il a été que l'exploitation dans le territoire de Mambasa dans l'ensemble est effectuée avec des titres précaires délivrés par les autorités locales territoriales en dépit des dispositions légales en la matière. Les superficies concédées dépendent d'une personne à une autre. Les permis d'exploitation qui constituent les titres par excellence sont plutôt rares. En définitive, au moins 102 exploitants ont été identifiés pour tous les 4 axes. L'exploitation forestière actuelle dans le territoire de Mambasa constitue une activité économique essentielle. Cette activité mobilise plus d'une centaine d'opérateurs impliqués (102 exploitants) et près de 200 tronçonneuses dont le résultat est la mise sur le marché d'une quantité de 212 364,11 m³ de bois dont l'évacuation et la commercialisation se font dans une opacité totale.

Les activités d'exploitation du bois se réalisent dans un contexte de pauvreté généralisée et attisent plusieurs conflits à des niveaux différents de sorte que la manne forestière de Mambasa n'apporte encore aucun effet sur le vécu quotidien des communautés locales :

- o Les communautés locales ne bénéficient pas de cette exploitation : la plupart des exploitants ignorent le Code Forestier et aucun d'eux ne dispose d'un cahier des charges avec les communautés pour le développement des infrastructures sociales de base au bénéfice des communautés ;

- o L'exploitation du bois n'est pas accompagnée d'un reboisement ; ce qui conduit à la perturbation des écosystèmes ;
- o Les Chefs bantou, en quête d'argent, vendent des concessions dans lesquelles vivent les Pygmées sans la consultation de ces derniers, cela perturbe la vie de Pygmées (destruction des campements, délocalisation des Pygmées). Certains campements et villages Pygmées sont cédés et exploités sur autorisation des Chefs des groupements Des cas de révolte ont été signalés notamment dans la Collectivité des Walese – Karo) ;
- o L'exploitation du bois provoque des conflits à tous les niveaux particulièrement entre les autorités civiles et militaires, entre les exploitants, au sein des communautés exploitées.

L'exploitation de pétrole

Dans le graben Albertine ont été découverts des blocs pétroliers:

- o 2 blocs au niveau du Lac Albert l'un au nord vers Mahagi - Port (Bloc I) et un second au Sud dans la région de Kasenyi (Bloc II).
- o 3 autres blocs dans la plaine de la rivière Semliki (Bloc III, Bloc IV, et Bloc V).

Ces 5 blocs se retrouvent des deux côtés de la frontière, RD Congo - Ouganda. Au niveau des deux blocs du Lac Albert, l'exploration est déjà très avancée, tandis que pour les trois blocs de la rivière Semliki on est encore au début. Dans ces deux blocs, du côté Ougandais, ils sont très avancés dans la phase de l'exploration et l'exploitation pourra démarrer l'année prochaine. Du côté Congolais, on accuse un grand retard, l'exploration n'a même pas encore démarré. Le gouvernement est encore à l'étape des choix des entreprises qui vont exploiter. Le gouvernement Congolais a signé des contrats pour l'exploration et l'exploitation du pétrole du bassin du lac Albert dont le premier date de juin 2006²⁵ et le second en janvier 2008. Malgré une mission du Ministre des hydrocarbures en présence d'une délégation de Tullow Oil, la confusion s'amplifie. Bien tôt après, l'entreprise Divine Inspiration est venue sur la scène et paraît avoir donné des matériaux de locomotion aux militaires. Ensuite, une mission des députés provinciaux sur le dossier a été effectuée dont les objectifs n'ont jamais été clairs. Ensuite il a eu des publications dans les journaux que Divine Inspiration prévoit investir 250.000\$ dans le domaine social et Tullow Oil un montant de 5.000.000,=. Tout cela n'a pas donné une situation transparente et a nourri les rumeurs partout. Il y a un manque grave d'informations auprès de la population locale sur tout ce qui touche le projet d'exploitation du pétrole du Graben Albertine : la nature du contrat signé avec la ou les entreprises d'exploitation pétrolière, les sites d'exploitation, la part des communautés locales, etc. La situation a suscité une question orale au parlement qui a failli se transformer en motion de défiance contre le Ministre des hydrocarbures. Finalement, l'ensemble a conduit à une suspension des tous les contrats pétroliers par l'Assemblée Nationale, après interpellation du Ministre des Hydrocarbures sur ce dossier.

La question d'exploitation pétrolière met en cause les relations bilatérales entre la RD Congo et l'Ouganda. Il s'agit du non respect des frontières entre les deux Etats notamment à l'île Rukwanzi. Il est à rappeler l'incident d'Août 2007 qui a coûté la vie à deux soldats Congolais et de l'autre coté, un sujet britannique connu sous le nom de Carl Nefdt. Ce dernier était un ingénieur de nationalité britannique et travaillait pour le compte de la société pétrolière

²⁵ contrat entre la RDC et la Compagnie TULLOW signé le 21 juillet 2006, pendant la transition, par le vice ministre des mines et énergie de l'époque, à la personne BADINGAKA avec la contre signature du ministre des finances.

canadienne Héritage Oil Corp qui œuvre en Ouganda depuis plus de dix ans. En plus, les éléments des FARDC avaient réussi à faire prisonniers quatre soldats ougandais. Fort heureusement, pour éviter que la situation ne se détériore, les parties congolaise et ougandaise avaient convenu à temps de se réunir pour examiner les faits et empêcher que ce genre d'incidents ne se reproduise. Au terme des discussions, les éléments des FARDC avaient libéré les soldats ougandais. Tout dernièrement, l'enlèvement des balises flottantes dans le lac Albert indiquant la frontière entre ces deux pays n'a non plus contribué à une meilleure entente. Aussi, les compagnies pétrolières œuvrant en Ouganda ont été citées parmi les financeurs de la guerre interethnique de l'Ituri. Sur le plan militaire, nous avons vu le déplacement d'un camp militaire des FARDC vers la frontière ainsi que l'emplacement des postes frontaliers dans la frontière même au lieu que ce soit dans les villes proches comme Mahagi ou Aru.

Lors d'une conférence sur la sécurité le long des frontières de la RD Congo, de l'Ouganda et du Soudan²⁶, il est clairement ressorti que les populations des deux côtés de frontières sont extrêmement inquiètes par la question d'exploitation pétrolière. Il y a un manque de transparence à tous les niveaux et une mémoire fraîche surtout dans le côté Congolais de l'occupation ougandaise de leur territoire et la convoitise des richesses ituriennes par le réseau militaire commercial Ougandaises.

8. Conclusion et perspectives

Le conflit d'Ituri est un vieux conflit qui est déjà là depuis 100 ans et demande beaucoup de maîtrise afin d'éviter des nouvelles reprises

L'administration locale s'est réinstallée mais reste encore très faible.

La situation sécuritaire était relativement calme en 2007 et au premier semestre 2008 mais a pris une mauvaise évolution avec l'arrivée des deux nouveaux groupes armés la FPJC et l'URC. Malgré cette évolution négative, nous devons également noter que les FARDC a pu les repousser et que la population a refusé de collaborer avec Bosco Ntaganda lors de sa visite à Djugu. Il s'agit là des preuves importantes du souhait que la population ne veuille plus de la guerre et qu'il n'est plus possible de recommencer n'importe quelle milice à n'importe quel moment.

Malgré cette mention positive la présence des milices n'a jamais été totalement résolue et ne l'est toujours pas. Surtout dans les endroits chauds comme par exemple la zone de Nyankunde, les hostilités reprennent du jour au lendemain.

Le rôle que l'Ouganda joue est inquiétant. Les incidents de frontière depuis le début de l'exploration pétrolière sont très inquiétants. Le maintien du réseau politico-militaire-commercial du FAPC/Ouganda à Aru est également inquiétant. L'appui que l'Ouganda semble avoir apporté à la FPJC et à son président et les réunions des anciens commandants des milices de l'Ituri en territoire ougandaise sont aussi des faits très inquiétants qui

²⁶ IKV Pax Christi: Report cross border conference on security in the border region of DR Congo, Sudan and Uganda, Arua, 29 September – 3 October 2008

demandent un monitoring adéquat. L'implication continuelle des certains Ougandais au trafic illicite de l'or est également inquiétant.

Concernant l'exploitation aurifère, il est très important que l'entreprise étatique OKIMO mette en ordre le secteur artisanal pour que ce secteur ne puisse plus jamais prendre son rôle de moteur de guerre. Concernant l'entreprise AGK, nous devons prendre note que l'Ituri a besoin d'une compagnie internationale qui travaille en ordre et selon le loi. Il est souhaitable que AGK puisse continuer à condition qu'il assume sa responsabilité sociale, qu'une solution durable et sociale pour 200.000 creuseurs artisanal soit rapidement trouvée et qu'il tienne compte de l'équilibre ethnique nécessaire pour un avenir stable en Ituri. Ces critères s'appliquent également aux autres compagnies bien que d'envergure relative.

Concernant l'exploitation forestière, il faudra que la loi forestière soit appliquée avec rigueur en vue non seulement de lutter contre la déforestation anarchique mais aussi de préserver les intérêts des populations et communautés riveraines des forêts. Dans ce sens, un renforcement et un accompagnement de la population, des chefs coutumiers de secteur, de l'administration territoriale et des services de l'environnement restent une stratégie fondamentale.

Concernant l'exploitation pétrolière, une clarification sur le niveau de traitement de ce dossier doit être fournie et la prise en compte des perspectives pour les populations est une nécessité absolue. Les inquiétudes des deux côtés de la frontière RDC- Ouganda sont très grandes, et les histoires de convoitises et de l'appui des groupes armés sont encore fraîches dans la mémoire.

En définitive, la région de l'Ituri reste encore fragile. La paix est encore précaire et plusieurs facteurs de vulnérabilité sont repérables :

- une administration locale de l'Etat fragile et atomisée,
- des services d'ordre e de sécurité en pleine restructuration et peu professionnels ;
- des groupes armés en continuelle réactivation avec l'éternelle problématique des ALPC dans les communautés ;
- des ressources naturelles (bois, or et pétrole) d'exploitation extravertie sans bénéfice visible pour les communautés locales mais aussi instrument du financement des guerres ;
- des réseaux de commerce transfrontalier illicite encore opérationnels et actifs ;
- des conflits fonciers émergents et inquiétants ;
- une réconciliation « voile -face » cachant des rancoeurs et des frustrations.

Le chantier de la paix en Ituri reste encore entier. Une administration locale renforcée, une justice impartiale, rigoureuse et acceptée par la population, une action de rééducation/éradication des alpc dans les communautés, une gestion responsable des ressources naturelles prenant en compte les intérêts et droits des communautés locales, ainsi qu'une meilleure prise en charge des conflits fonciers dans une approche concertée paraissent comme des pistes judicieuses à explorer.

Même alors, c'est la population iturienne qui doit s'assumer, assumer son passé, son histoire et construire sa vision pour l'avenir.

IKV Pax Christi
Janvier 2009

Bibliographie

1. Human Rights Watch : Ituri : couvert de sang, violence ciblée sur certaines ethnies dans le Nord-Est de la RDC; juillet 2003
2. Human Rights Watch : Le fléau de l'or; 2005
3. ICG: Congo: quatre priorités pour une paix durable en ituri; 13 Mai 2008
4. IKV Pax Christi et Réseau Haki na Amani : rapport de la conférence sur le DDR, la sécurité et la réconciliation en ituri ; Octobre 2007
5. IKV Pax Christi : analyse de contexte Ituri, Janvier 2007
6. IKV Pax Christi et Réseau Haki na Amani : Processus DDR en Ituri : succès, faiblesses et perspectives ; Juin 2008
7. IKV Pax Christi et Réseau Haki na Amani : rapport synthétique des barza communautaire dans les territoires d'Irumu et Djugu ; 2007
8. IKV Pax Christi et Réseau Haki na Amani : exploitation du bois, paradoxe de la pauvreté et conflits dans le territoire de Mambasa (Ituri, Nord Est de la RDC) ; Aout 2007
9. IKV Pax Christi : report cross border conference on security in the border region of DR Congo, Sudan and Uganda; October 2008
10. IKV Pax Christi: travel reports 2004 - 2008
11. Human Rights Centre, Payson center for international development, Int. Centre for Transitional justice: Living with Fear, a population based survey on attitudes about Peace, justice and Social Reconstruction in eastern Democratic Republic of Congo; August 2008
12. Samba Kaputo: Phénomène d'ethnicité et conflits ethno-politiques en Afrique noire post colonial; Presses Universitaire du Zaïre, Kinshasa 1982